



INTERNATIONALE SOCIALISTE

# Pour un Nouvel Internationalisme et une Nouvelle Culture de Solidarité

## RESOLUTIONS ET DECISIONS

XXIV Congrès de  
l'Internationale Socialiste  
le Cap, Afrique du Sud  
30 août-01 septembre  
2012

**Publié par  
l'Internationale Socialiste  
Maritime House  
Old Town, Clapham  
Londres SW4 0JW  
Royaume Uni**

---

## Table des matières

Le XXIV Congrès de l'Internationale Socialiste Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité	1
RESOLUTIONS:	
Pour une économie avec des emplois, la croissance et la protection sociale: la réponse social-démocratique à la crise financière	19
La lutte pour les droits et libertés: renforcer la démocratie représentative et gagner des nouvelles démocraties dans le monde	25
Pour un chemin commun vers la paix, la durabilité et la coopération: le besoin de garantir le multilatéralisme	35
Elus par le XXIV Congrès	43
Decisions sur l'adhésion	44
Liste des participants	45



## **XXIV Congrès de l'Internationale Socialiste Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité**

Le XXIV Congrès de l'Internationale Socialiste s'est réuni au Cap, Afrique du Sud, les 30 août – 1 septembre, sous le titre «Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité». Rassemblant des leaders et délégués de partis membres du monde entier, y compris un nombre de chefs d'Etat et de gouvernement et d'invités spéciaux, des représentants de 130 partis et organisations ont participé à l'événement.

Le Congrès a été accueilli par le Congrès national Africain (ANC) lors de l'année du centenaire de sa fondation. Cela fut le premier Congrès dans l'histoire de l'Internationale à avoir lieu en Afrique.

L'ordre du jour a inclus quatre thèmes clés qui sont d'une importance centrale aujourd'hui pour l'Internationale Socialiste: «Pour une économie avec des emplois, la croissance et la protection sociale: la réponse social-démocratique à la crise financière»; «La lutte pour les droits et libertés: renforcer la démocratie représentative et gagner des nouvelles démocraties dans le monde»; «Pour un chemin commun vers la paix, la durabilité et la coopération: le besoin de garantir le multilatéralisme»; «Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité parmi les peuples et entre les nations».



Le Congrès s'est ouvert par une minute de silence observé en mémoire de John Atta Mills, feu président du Ghana, source d'inspiration et dont le travail reste un témoignage des réussites du mouvement social-démocrate dans le continent.

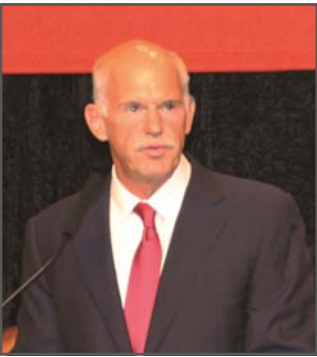
Introduisant les débats, le Président de l'IS George Papandreou a remercié les hôtes et exprimé sa gratitude pour l'accueil et le sourire chaleureux d'hospitalité que les membres avaient reçus au Cap.

Le Vice-président de l'Afrique du Sud et de l'ANC, Kgalema Motlanthe, a ouvert le Congrès avec un discours de bienvenue. Il a remercié George Papandreou, le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala, et tous les délégués et invités présents, au nom de l'ANC de sa nation démocratique, de tenir la réunion en Afrique. Il a exprimé ses remerciements pour le soutien constant de l'IS dans les luttes du peuple africain contre le colonialisme et le racisme, soulignant l'importance du fait que cette réunion ait lieu durant la célébration du centenaire de l'ANC. Il a fait remarquer la similitude entre les fondements de l'ANC et de l'IS, tous les deux inspirés par le désir de changer le monde pour le mieux, pour la liberté, la justice sociale et la solidarité. L'ANC, dit-il, attache une grande importance à l'internationalisme, travaillant avec d'autres organisations démocratiques dans la poursuite d'une renaissance du continent africain.



*Vice-président de l'Afrique du Sud, Kgalema Motlanthe*

Les défis auxquels nous faisons tous face aujourd'hui, expliqua-t-il, incluaient la réduction du contrôle des richesses par les sociétés transnationales, l'homogénéisation des médias et la réforme d'un système affaibli de gouvernance globale. Exhortant le Congrès de se rassembler pour trouver une claire voie commune pour aller de l'avant sur ces questions, il a fait appel à l'IS de maintenir sa force pour la mobilisation du mouvement progressiste mondial pour un monde meilleur et une Afrique meilleure. Il a conclu en mentionnant une expression courante en Afrique du Sud «travailler ensemble, en solidarité, nous pouvons faire plus».



***Président de l'IS George  
Papandreou***

Ensuite, George Papandreou a tenu son discours d'ouverture. Il a reconnu les luttes de l'ANC, louant sa direction de ne jamais baisser les bras et les braves femmes et hommes d'Afrique qui continuent de porter un profond sentiment d'espoir et de vigueur pour le changement. «Nous sommes honorés d'être ici», dit Papandreou «pour célébrer avec vous les 100 ans de lutte qui ont porté leurs fruits sous la direction inspirée de Nelson Mandela».

Papandreou a continué en soulignant l'importance des valeurs et de l'engagement de l'Internationale Socialiste de sa création jusqu'à notre plateforme mondiale actuelle. Rappelant les événements politiques qu'il avait vécus dans sa jeunesse, il a fait remarquer l'inspiration que l'IS a offerte aux sociaux-démocrates tout au long de son histoire. Nous devons continuer de lutter pour le changement, traiter les problèmes de l'économie mondiale et restructurer le marché pour répondre aux besoins de tous, dit-il. Rappelant aux participants que la crise économique de 2008 n'aurait pas dû avoir lieu, il a souligné la nécessité de garantir la protection des générations futures, des ressources durables et d'un monde libre de conflits. L'IS doit continuer de travailler, dit Papandreou, «pour réussir à transformer notre économie mondiale en une économie avec une gouvernance démocratique et un règlement qui sert notre peuple, pour une société mondiale juste».

## Pour une économie avec des emplois, la croissance et la protection sociale: la réponse social-démocratique à la crise financière



*Elio Di Rupo, Premier ministre de Belgique*

Le premier thème principal du Congrès a été introduit par un discours significatif sur l'état de l'économie mondiale par Elio Di Rupo, Premier ministre de Belgique et Vice-président de l'IS. Di Rupo a expliqué que nous avons perdu le contrôle du secteur financier, ce qui causait des dégâts énormes à l'économie réelle. De plus, dit-il, cela avait lieu en toute impunité. Les marchés boursiers étaient capables de détruire des entreprises et supprimer tout emploi dans une fraction de secondes, et

sans supervision le secteur financier se trouvait dans la spéculation complète. Ceci constitue un des plus grands défis contemporains pour le mouvement progressiste, souligna-t-il. Les Etats et gouvernements, Di Rupo remarqua, ne devaient pas être subordonnés aux marchés financiers. Le seul moyen pour garantir une plus grande justice sociale et retrouver la prospérité était de prendre le contrôle. Il a stipulé que des réformes réfléchies devaient être appliqués au secteur financier ce qui pouvait seulement être atteint en évitant les politiques libérales et conservatrices qui risquaient de nous mener au chaos social.

Pour contribuer à ce thème très pertinent, Phil Angelides, des démocrates des Etats-Unis et Président de la Commission d'enquête sur la crise financière des Etats-Unis, a donné un discours suscitant la réflexion sur les causes profondes de la crise financière et du pouvoir continu du secteur financier actuel. Les taux de chômage mondiaux, dit-il, montraient clairement que les conséquences de la crise étaient loin d'être surpassées. Angelides a mis



*Phil Angelides*

en garde qu'il était à présent impératif que l'histoire ne soit pas réécrite par les conservateurs, souhaitant dissocier leurs pratiques de marchés du blâme et d'impliquer que le krach aurait pu arriver à n'importe quel moment, ou être un résultat de dépenses excessives pour la protection sociale. Le krach, expliqua-t-il, était dû à une prise de risques sans pitié au détriment des gens innocents. Nous devons à présent garantir un meilleur règlement des marchés et plus de responsabilité et de plus, pour traiter à la fois l'économie mondiale et le changement climatique, investir dans l'efficacité énergétique pour une économie verte. Un système économique véritablement démocratique avec des opportunités et la justice sociale pour tous peut être atteint, conclu-t-il, si nous étions capables de tirer les leçons de erreurs commises auparavant.

Le Congrès a ensuite entendu une contribution de Ségolène Royal, Vice-présidente de l'IS (PS, France). D'autres discours ont été donnés par Trevor Manuel, Ministre de planification de l'Afrique du Sud; Kemal Kılıçdaroğlu, Vice-président de l'IS et leader du CHP, Turkey; Alfred Gusenbauer Vice-président de l'IS (SPÖ, Autriche), Sergei



*Président de la République de l'Afrique du Sud, S.E. Jacob Zuma et Ségolène Royal, PS, France*

Stanishev, Président du PSE; Beatriz Paredes, Vice-présidente de l'IS (PRI, Mexique); Hannes Swoboda, Président du Groupe S&D au Parlement européen; Ouafa Hajji, nouvelle Présidente de l'IS des Femmes; Carlos Eduardo Vieira da Cunha, Vice-président de l'IS (PDT, Brésil); Fatallah Oualalou, ancien Ministre de la finance et de l'économie du Maroc (USFP, Maroc); Manuel Laguarda (PS, Uruguay); Purificación Causapié (PSOE, Espagne); Ousmane Tanor Dieng, Vice-président de l'IS (PS, Sénégal); Christoph Zöpel (SPD, Allemagne); Liu Jieyi, Vice-Ministre (CPC, Chine); Svetlina Yolcheva (PBSD, Bulgarie); Manuel Rosales, leader du UNT, Venezuela; et Rafael Michelini, Président du NE, Uruguay.

Suite aux discussions sur le premier thème, une résolution établissant les priorités de l'IS a été adoptée à l'unanimité. La résolution a souligné qu'un



manque d'action allait ralentir la croissance économique mondiale, agrandir les inégalités entre les pays, et menacer le progrès et la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU. L'IS soutient une approche progressiste et intégrée de la crise, où les inquiétudes financières, économiques, sociales et environnementales ont une importance égale.



*Gilles Mahieu, PS Belgique*

De plus, les responsables de la crise doivent assumer leur responsabilité pour la rectification de ses conséquences. Une stratégie fiscale plus progressiste stabiliserait l'économie et protégera l'avenir, et cela peut être atteint à travers des instruments de financement tels que l'introduction de la taxe sur les transactions financières.

Il a été reconnu de nouveau que l'austérité ne peut pas être le remède à la crise, mais qu'au lieu, un nouveau paradigme est nécessaire pour garantir la croissance et protéger l'économie contre des attaques spéculatrices. Un règlement transparent et efficace doit être assuré dans le secteur bancaire et une nouvelle architecture financière mondiale multipolaire devrait soutenir ces objectifs, réduire l'injustice et garantir l'équité entre les générations.



## Elections

Après les discussions sur le premier thème, les membres de l'IS au Congrès ont pris part à un processus électoral qui a été introduit pour la première fois dans l'histoire de l'Internationale Socialiste.

Suite aux décisions prises par le Conseil lors de la réunion de San José, Costa Rica en janvier 2012, le processus électoral allait être formel, compétitif et ouvert à tous les membres de plein droit de l'Internationale Socialiste étant en règle avec les conditions statutaires. Les candidats enregistrés allaient être élus par scrutin secret.



*Navinchandra Ramgoolam,  
Premier ministre, Maurice*



*Pendukeni livula-Ithana, SWAPO, Namibie*



*Premier ministre Elio Di Rupo*



*Délégués votant*



*Wenceslao Mansogo, CPDS,  
Guinée-Equatoriale*



*Commission électorale, comptant les votes*

L'élection du Président a eu lieu en premier. Président George Papandreou, l'unique candidat, a été réélu à l'unanimité à main levée et il a gracieusement accepté le vote pour la continuation de sa présidence.

Les votes pour les postes de Secrétaire général et Vice-présidents ont suivi. Les candidats au poste de Secrétaire général étaient l'actuel Secrétaire général de l'IS Luis Ayala et Mona Sahlin, du SAP, Suède, Vice-présidente de l'IS. Tous les deux candidats ont d'abord pris la parole pour une présentation au Congrès, détaillant leurs ambitions et objectifs pour l'avenir de l'organisation.



*Commission électorale, annonçant les résultats*

Les partis membres ont émis leurs votes pour les postes de Secrétaire général de l'IS et de Vice-présidents dans une urne. Ceci a été supervisé par une Commission électorale composée de représentants de tous les continents: Ibrahim Boubacar Keita, ancien Premier ministre du Mali, Martín Torrijos, ancien Président du Panama, Sénateur Mian Raza Rabbani, du PPP, Pakistan, Achim Post, Secrétaire international du SPD, Allemagne, et Tero Shemeikka, Secrétaire international du SDP, Finlande qui présidait la commission.

Une fois les votes comptés par la commission, Tero Shemeikka a annoncé les résultats. Luis Ayala a été réélu avec la majorité des votes, qu'il a chaleureusement acceptés. Ayala a adressé ses remerciements à Mona Sahlin pour son engagement dans l'IS.



*Luis Ayala et George Papandreou*

Trente-trois Vice-présidents ont été élus d'un bulletin de vote comprenant des candidats de toutes les régions à travers un système garantissant une représentation géographique équitable ainsi que la représentation des genres tels que stipulé dans les statuts. La liste des élus qui forment à présent le nouveau Présidium de l'organisation se trouve à la page 43. Le Congrès a mandaté le prochain Conseil d'élire trois Vice-présidents pour les trois postes ouverts subsistant au Présidium.



*Nouveaux membres élus du Présidium*

## **La lutte pour les droits et libertés: renforcer la démocratie représentative et gagner des nouvelles démocraties dans le monde**



*S.E. Jacob Zuma, Président de la République de l'Afrique du Sud*

Le Congrès a continué le deuxième jour avec le prochain thème principal, renforcer la démocratie. Le débat a commencé par un discours d'ouverture spécial du Président de la République de l'Afrique du Sud et de l'ANC, S.E. Jacob Zuma. Le Président a chaleureusement accueilli et remercié tous les membres présents, exprimant son honneur que l'Afrique du Sud accueille cet événement et la fierté qu'il ait lieu lors du centenaire de l'ANC. Il a été particulièrement reconnaissant de la solidarité dont les partis membres de l'IS ont fait preuve envers les masses sud-africaines opprimées durant la lutte contre l'oppression coloniale et l'apartheid. Confirmant l'importance du Congrès, il a expliqué qu'une réponse efficace à tous les défis discutés durant cet événement, conformément au thème de la conférence, allait ouvrir la voie à notre objectif commun d'un nouvel internationalisme et d'une nouvelle culture de solidarité.

Jacob Zuma a examiné les effets négatifs de la mondialisation pour illustrer cela. Bien que la mondialisation ait produit des effets profondément positifs, elle avait également causé des conséquences particulièrement néfastes. Trois quarts de la population mondiale étaient devenus victimes du processus de la mondialisation et souffraient à présent de la pauvreté et inégalité grandissantes. Sous les scénarios politiques et économiques actuels le fossé entre riches et pauvres s'est agrandi, et les nations sont plus vulnérables aux conflits militaires. Pour aborder cela, il a souligné que des solutions durables et un multilatéralisme démocratique étaient nécessaires, plutôt que l'unilatéralisme grandissant qui pouvait être observé aujourd'hui. L'Internationale Socialiste, dit-il, a été vitale dans la poursuite de ces objectifs, favorisant l'unité et faisant de grandes avancées dans toutes les régions du monde, y compris le continent africain.

Sur le thème de la démocratie, Navinchandra Ramgoolam, Premier ministre et leader du parti travailliste mauricien, s'est adressé au Congrès, donnant un discours sur les processus démocratiques pour lesquels il avait lutté dans son pays.



*Jessie Benoit, Haïti*

D'autres contributions précieuses ont été faites par Marian Lupu, Vice-président de l'IS et leader du PDM, Moldova; Sukhbaataryn Batbold, ancien Premier ministre de Mongolie (MPP, Mongolie); Stefan Löfven, Président du SAP, Suède; Yasmine Durate (ANC, Afrique du Sud); Mian Raza Rabbani (PPP, Pakistan); Juan Moscoso del Prado (PSOE, Espagne); Mohamed Ghaleb Ahmed Alsaqladi (YSP, Yémen); Ibrahima N'Diaye (ADEMA-PASJ, Mali); Zharmakhan Tuyakbay, Président du OSDP, Kazakhstan; Zita Gurmai, Présidente du PSE Femmes; Marcelo Stubrin (UCR, Argentine); Kofi Awoonor (NDC, Ghana); Omar Barboza (UNT, Venezuela); Kalla Ankourao (PNDS, Niger); Gaoussou Touré (RPG, Guinée); Denis MacShane (Parti travailliste, Grande Bretagne); Bachir Sayed (Polisario Front, Sahara occidental); Wenceslao Mansogo (CPDS, Guinée équatoriale); Beatriz Talegón, Secrétaire générale de IUSY; Nouzha Chekrouni, Vice-présidente de l'IS (USFP, Maroc); Ahmed Ould Daddah, Vice-président de l'IS et leader du RFD, Mauritanie; Khalid Azizi (KDP, Iran); Martin Ziguélé (MLPC, République Centrafricaine); Umut Oran (CHP, Turquie); Chantal Kambiwa, Vice-présidente de l'IS (SDF, Cameroun); Gia Jorjoliani (SDD, Géorgie); et Pia Locatelli (PSI, Italie).



*Ahmed Ould Daddah, RFD, Mauritanie*

Sur le deuxième thème principal du Congrès une résolution a été adoptée à l'unanimité qui souligne l'engagement de renforcer davantage la démocratie à travers le monde. Elle développe qu'actuellement

plus de 1,5 milliards de gens – près d’un quart de la population mondiale – continuent de souffrir quotidiennement de répressions de l’Etat, réitérant l’engagement de l’IS de défier les régimes non-démocratiques. Le soutien a été promis aux nations du printemps arabe comme la Tunisie, le Yémen, la Libye, le Maroc, la Syrie et la Bahreïn.

En Afrique, le soutien a été exprimé aux efforts démocratiques au Niger, en Guinée, au Sénégal et en Zambie, tandis qu’une profonde inquiétude a été déclarée au sujet de la Guinée équatoriale et de la Guinée-Bissau. Au Mali, l’IS a exprimé son plein soutien à ses partis membres dans la restauration de la démocratie et leurs efforts d’assurer l’intégrité et l’unité de la nation. En Mauritanie, l’IS a dénoncé encore une fois que ses citoyens étaient privés de leur droit à des élections libres et démocratiques, appelant au rétablissement intégral des droits de ses citoyens.



*NDC Ghana*

En Europe, il a été fait appel encore une fois à la pression internationale pour garantir la libération de tous les prisonniers politiques en Belarus, où le leader social-démocratique Mikalai Statkevich, ancien candidat présidentiel reste en prison. D’autres sources de préoccupation sont les restrictions démocratiques en Ukraine, en Géorgie, en Turquie et en Russie. Le soutien a été réitéré au nouveau membre de plein droit de l’IS, Une Russie Juste.

La vive préoccupation au sujet du « coup parlementaire » au Paraguay a été exprimée avec l’appel de soutenir ceux dans le pays à la recherche de la démocratie, et une mission de l’IS a été annoncée pour visiter le Venezuela afin d’observer les élections présidentielles en octobre et où les partis membres de l’IS et d’autres forces partageant les mêmes points de vue participent en coalition avec un candidat unique.



## Pour un chemin commun vers la paix, la durabilité et la coopération: le besoin de garantir le multilatéralisme



*Nkosazana Dlamini-Zuma*

Nkosazana Dlamini-Zuma, nouvelle Présidente élue de la Commission de l'Union Africaine, a donné un discours liminaire sur le troisième thème principal du Congrès. Parlant de l'importance du multilatéralisme, elle a décrit comment l'humanité pouvait trouver des solutions aux problèmes communs à travers la coopération. Rendant hommage au travail des Nations unies, Dlamini-Zuma a observé qu'elles représentent «la plus grande réussite collective de l'humanité». Elle a souligné que les Nations unies, et les institutions de Bretton Woods devaient figurer en tête de l'ordre du jour et qu'en défendant et renforçant les Nations unies nous pouvions faire avancer un multilatéralisme inclusif. Il n'y avait jamais eu

de meilleur moment pour avancer le changement, expliqua-t-elle, et nous devons nous unir à présent autour de ces questions, comme nous l'avions fait pour la crise de la dette et l'isolation de l'apartheid. L'approche multilatérale à laquelle elle faisait appel allait confronter l'injustice et promouvoir la paix, puisque le développement n'est pas durable sans la justice. Elle a accentué la différence que pouvait faire l'Internationale Socialiste en promouvant et garantissant le multilatéralisme et a conclu en reconnaissant le sentiment d'urgence que le congrès de l'IS devait transmettre, de traduire nos mots en actions et de placer nos valeurs sur le devant de la scène.

Le Congrès a reçu d'autres contributions sur l'importance du multilatéralisme et d'un monde durable de Satyaurat Chaturvedi (Congrès national indien); Hermes Binner (PS, Argentine); Sergey Mironov, leader d'Une Russie Juste, Russia; Nabeel Shath (Fatah, Palestine); Avshalom Vilan (Meretz, Israël); Mustafa Bargouthi (PNI, Palestine); et Hikmet Mohammed Kareem (PUK, Iraq).

Sur ce thème une résolution a été adoptée, soulignant la nécessité des efforts multilatéraux pour construire une société durable, prospère, juste et pacifique. Dans ce texte, un nombre des questions régionales sont incluses et parmi elles, la profonde préoccupation a été exprimée sur la situation en Syrie, où le régime d'Assad refuse d'accepter le changement, appelant à la fin des hostilités et le début d'un processus de transition vers la démocratie mené par les Syriens. Une solution juste, globale et durable du conflit palestinien-israélien a été soutenue et l'IS a de plus décidé de réinstaurer le groupe de travail spécial sur la question kurde pour avancer et protéger les droits, la sécurité et l'amélioration des conditions de vie du peuple kurde conformément au droit international.

La situation au Sahara occidental a également été traitée parmi les questions abordées dans la résolution, reflétant l'engagement de l'Internationale dans la recherche d'une solution juste, pacifique et durable à ce conflit. D'autres thèmes inclus dans la résolution étaient la situation en Chypre et le conflit des îles Falkland/Malouines.



*Amendements aux résolutions*

## Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité parmi les peuples et entre les nations



*Gwede Mantashe, ANC, Afrique du Sud*

Le thème final du Congrès a renforcé les discussions tenues durant cet événement. Ibrahim Boubacar Keita, ancien Premier Ministre du Mali et leader du RPM, Mali; João Ribeiro (PS Portugal); Lise Christoffersen (DNA, Norvège); Viviana Piñeiro (IUSY); Pendukeni Iivula-Ithana, Vice-présidente de l'IS et

Secrétaire générale du SWAPO, Namibie; Gültan Kisanak, Co-présidente du BDP, Turquie; Nicos Hadjistephanou (EDEK, Chypre); et Esther Mordoch (Meretz, Israël).

Les contributions ont souligné qu'un internationalisme renouvelé devrait assurer le changement progressiste, répandre la démocratie, augmenter la sécurité coopérative, partager les fardeaux collectifs et renforcer les institutions internationales. Appelant à une plus grande gouvernance mondiale, il n'a pas seulement été souligné que les organisations telles que le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce devaient être renforcées, mais qu'il y avait également un besoin de réformes sociales et culturelles. Le besoin d'avancer vers un nouvel internationalisme donnera suite à des systèmes politiques plus responsables, à la démocratie et la liberté pour le peuple tel que souligné par l'ancien premier ministre Keita, ou le besoin de plus de politique étrangère et moins d'affaires étrangères tel que soutenu par Ribeiro.



*PRD, République dominicaine*

Le Congrès a réaffirmé le besoin de donner la priorité à l'approche de la solidarité quand on faisait face aux défis tels que les conséquences de la crise financière, inégalités mondiales grandissantes et l'abus des droits de l'homme et des libertés à travers le monde.



*Zharmakhan Tuyakbay, OSDP, Kazakhstan*

«Un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité», en conclusion, constituent ensemble le pilier central non seulement pour trouver des solutions aux problèmes actuels, mais également pour promouvoir les

nouvelles opportunités et le développement pour chaque pays. En somme, ce nouvel internationalisme et cette nouvelle culture de solidarité forment le chemin et la condition pour parvenir à une société juste et mondiale de droits et de libertés pour tous.



*Rafael Michelini, NE, Uruguay*

Le Congrès a confirmé les décisions d'adhésion prises par les Conseils lors de la période entre les deux Congrès et adopté des changements aux statuts pour refléter les décisions sur la réforme de l'IS convenu par le précédent Conseil tenu au début de l'année au Costa Rica.



Le Congrès a également décidé de donner le pouvoir au prochain Conseil de prendre des décisions sur l'adhésion prenant pleinement effet dans la période actuelle entre deux Congrès.

A la fin du Congrès, le Président Jacob Zuma s'est adressé au Congrès avec un discours d'adieux, soulignant le rôle grandissant de l'Afrique dans le monde. Il exprimé sa conviction que l'IS allait fournir encore plus de leadership en déterminant dans quel genre de monde démocratique nous pouvions vivre et que sa voix sera entendu à présent plus que jamais.

A la clôture du Congrès, George Papandreou a remercié tous les membres pour leurs contributions constructives et vitales au débat. Nous allons continuer, dit-il, à être actifs sur la scène mondiale, et créer un plus grand dialogue et une meilleure entente. L'Internationale Socialiste est plus forte que jamais et cela a été démontré par la démocratie interne lors de ce Congrès.



# RESOLUTION 1

## POUR UNE ECONOMIE AVEC DES EMPLOIS, LA CROISSANCE ET LA PROTECTION SOCIALE: LA REPOSE SOCIAL-DEMOCRATIQUE A LA CRISE FINANCIERE

original: anglais

### **A. Les implications de la crise financière et l'état fragile de l'économie mondiale**

La crise financière persistante menace la croissance mondiale de l'économie et la durabilité dans tous les continents. La persistance de l'instabilité dans le secteur bancaire, la récession dans la zone euro et la croissance se révélant être plus lente que prévue aux Etats-Unis et dans les économies émergentes continuent de caractériser l'état de l'économie mondiale.

Selon les dernières données, la croissance mondiale ralentira à 3,5 % en 2012 – en baisse de 0,1 de points de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril 2012 et nettement plus lent que la croissance de 5,2% en 2010 et 3,8% en 2011.

Clairement, les mesures politiques prises jusqu'à présent au niveau mondial, régional et national n'ont ni été prises à temps et ni étaient elles assez efficaces pour contrer le ralentissement économique et permettre une reprise plus robuste.

L'Afrique fait face à des circonstances économiques des plus compliquées. La croissance stable dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne n'est ni traduite en réduction de pauvreté ni en développement durable. De plus, l'Afrique doit faire face aux défis des pays les moins développés: la sécurité alimentaire, soins de santé de base, l'éducation et le manque massif d'accès à l'irrigation, d'eau courante dans les logements et des moyens de subsistance de base sont pratiquement impossible d'atteindre. La crise mondiale, provenant du Nord, aura un impact disproportionné sur les Africains, y compris une baisse éventuelle de l'aide au développement.

En Europe l'économie de la zone euro a rétréci encore de 0,2% depuis avril 2012, tandis que pendant le premier trimestre de 2012 le taux de croissance était de 0%. Le dogme d'une plus grande discipline fiscale imposée par la majorité conservatrice en Europe a mené à un cercle vicieux de réductions de budgets, de récession persistante, de consommation privée réduite et une augmentation alarmante du chômage surtout parmi les jeunes.

Aux Etats-Unis, les dernières données montrent une croissance de 2%, moins élevée qu'estimé en début de 2012. Les dépenses des consommateurs ont baissé, la création d'emplois s'est ralentie, le taux de chômage reste élevé, tandis que les développements en Europe et le ralentissement dans les marchés émergents ont un effet négatif sur les exportations.

La croissance s'est également ralentie dans un nombre d'économies majeures, surtout au Brésil, en Chine et en Inde, dû à un environnement externe instable et un déclin de la demande nationale. Seul au Moyen-Orient et dans l'Afrique du Nord et subsaharienne la croissance est prévue de rester stable en 2012.

En même temps, la crise a ralenti le progrès vers l'atteinte des Objectifs du Développement du Millénaire de l'ONU, alors que le soutien financier et l'aide au développement pour les pays sont réduits au dessous des niveaux attendus. De nombreux pays en développement ont également vu des délais dans l'investissement dans les industries extractives, un résultat de la crise financière. Il est essentiel que les pays de l'OCDE honorent et mettent en œuvre leurs engagements d'aide au développement, en particulier pour les pays les moins développés.

Tenant compte des facteurs ci-dessus, l'Internationale Socialiste soutient une approche progressiste et intégrée de la crise, en donnant une importance égale aux inquiétudes financières, économiques, sociales et environnementales. Seul une approche de cette sorte permettra de corriger l'inégalité et les injustices aiguës qui définissent actuellement l'économie mondiale.

Notre famille politique progressiste a toujours été aux premiers rangs des développements depuis le début de la crise. Déjà en 2009 notre Présidium

s'est adressé au sommet du G20, ayant lieu à Pittsburgh, demandant une approche plus inclusive et équilibrée de la crise, une approche qui ne se concentrerait pas sur des politiques d'« austérité et rien d'autre », mais des mesures qui combinent la consolidation fiscale avec des emplois et la croissance.

## **B. Tendances sociales négatives et une inégalité croissante**

Liée aux conséquences de la crise financière mondiale, une concentration augmentée des richesses mène à une inégalité plus prononcée entre et au sein de pays. Dans de nombreux pays autour du monde, les salaires ont stagné ou baissé et toute croissance de revenu provenant de la reprise est allée vers les 1% gagnant les revenus les plus élevés. Aux Etats-Unis, par exemple, ces 1% actuellement reçoivent près d'un quart des revenus de la nation et contrôlent 40% en termes de richesses. Non seulement les groupes les plus vulnérables de la société ont vu leurs conditions se détériorer mais la classe moyenne se rétrécit, ce qui a des implications politiques significatives. Notre mouvement doit faire face à une série de politiques minant les droits sociaux que nous avons acquis après des années de lutte. Les conservateurs utilisent cette crise financière pour réécrire l'histoire et trouver des prétextes pour appliquer des politiques néolibérales. Ils blâment l'Etat providence pour la crise et essaient de démanteler la protection sociale.

Hors, il est aujourd'hui plus qu'évident que la crise financière n'a pas été causée par des dépenses gouvernementales excessives. Elle n'a pas été causée par le coût de la sécurité sociale ou que les gens ne travaillent pas suffisamment dur. Les causes réelles de la crise financière étaient des politiques à haut risque prises délibérément et des actions qui ont directement précipité le système financier au bord de l'effondrement.

Donc, la nécessité de corriger les inégalités nationales et mondiales croissantes n'est pas seulement économique mais sociale. Les inégalités croissantes ont fait monter un sentiment d'injustice à travers le monde, un sentiment que les responsables pour la crise n'ont pas été suffisamment tenus responsables de l'irresponsabilité de leurs actions, et un sentiment qu'ils continuent de jouir de leurs bénéfices pendant que des citoyens ordinaires qui souffrent de la crise doivent régler la note.



## **C. Priorités pour le mouvement progressiste**

### **1. Une politique fiscale progressiste**

Afin de lutter contre l'inégalité et d'augmenter la justice sociale, une stratégie fiscale plus progressiste est nécessaire; une stratégie qui pourrait en même temps aider à stabiliser l'économie. Pour cette raison une augmentation de la demande agrégée est nécessaire. Ceci peut être atteint par le déploiement de plusieurs mécanismes et d'instruments de financement innovateurs tels que: un impôt bancaire ou une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les revenus élevés, redistribuer la croissance du haut vers le bas; l'introduction de la taxe sur les transactions financières (FTT); un nouveau système de réserves mondial qui fournira aux pays en développement l'accès au financement, leur donnant le pouvoir d'achat et les aidant à encourager la demande en utilisant des ressources qui sinon resteraient inutilisées, et en établissant des nouvelles institutions financières telles que des banques de développement et des banques vertes qui pourraient créer des nouveaux mécanismes de crédit, permettant que les crédits soient donnés encore une fois et fournissent plus de liquidité afin de garantir que les ressources soient à la hauteur des besoins publics.

### **2. La nécessité d'un changement de paradigme – aborder la stratégie de l'austérité et rien d'autre**

Pour de nombreux gouvernements et institutions internationales à travers le monde, l'austérité est présentée comme un remède à la crise, bien que jusqu'à présent cela a manqué d'aboutir dans la croissance dans tous les cas où l'austérité a été appliquée explicitement comme politique. Il n'y a pas d'exemple d'une large économie qui aurait récupérée grâce à l'austérité. Aujourd'hui il est plus évident que jamais que l'austérité ne résout pas les problèmes fiscaux dans les pays les plus développés et mène dans de nombreux cas à une récession plus approfondie, un taux de chômage plus élevé et moins de revenus fiscaux.

Un nouveau chemin au-delà de l'austérité s'impose. Il doit y avoir une approche qui assure la croissance et protège l'économie contre les attaques spéculatives. En ce moment de faible croissance et de chômage élevé, il est

crucial d'accroître l'investissement, stimuler la croissance et assurer que l'économie soit mieux préparée à l'avenir.

De plus, ce dont nous avons besoin aujourd'hui est une approche audacieuse basée sur une nouvelle culture de solidarité, une solidarité qui œuvre séparément et simultanément à différents niveaux: économique, politique et social. Sinon tout gouvernement qui agit seul risque de se faire écraser par les marchés et les agences de notation. Une action commune et des initiatives créatives sont nécessaires pour apporter un changement de paradigme des politiques d'austérité, tel est la seule voie vers une reprise durable.

### **3. Renforcer la régulation pour un système financier transparent**

Une réglementation plus efficace du secteur bancaire est le seul moyen pour empêcher un retour à la prise de risques excessifs et des pratiques déloyales qui survenaient dans de nombreuses institutions financières. Un nombre de pays ont commencé à séparer les transactions spéculatives des services bancaires de détail, une tendance qui doit être soutenue.

Sur le moyen et long terme plus d'action est nécessaire afin de ne pas devenir encore une fois les otages des attaques spéculatives qui menacent la stabilité et la durabilité de nos économies. Une régulation stricte des hedge funds et de toutes les activités bancaires fantômes sont des pas dans la bonne direction. Cela sera seulement possible si les régulateurs disposent de moyens efficaces par lesquels ils peuvent appliquer des règles financières strictes.

Nous devons également traiter la question des agences de notation qui opèrent avec un manque total de supervision. Jusqu'à ce qu'il y ait une meilleure régulation et surveillance, ils continueront de représenter une menace sérieuse et immédiate à la stabilité financière mondiale.

Il y a un besoin urgent de démonter les paradis fiscaux, éliminer les dernières échappatoires et créer un système d'échange des registres fiscaux. Uniquement sous les auspices d'une nouvelle architecture financière mondiale cela peut avoir lieu, un système qui améliore de manière significative la transparence et renforce l'application des règlements. Selon des rapports récents, au moins 21 billions de dollars de richesses non imposés ont été investis dans des paradis fiscaux mondiaux en 2010. Les chiffres, dérivés des

biens étrangers sous gestion de dépôts et des avoirs en dépôt des 50 banques principales individuelles au niveau mondial sont égaux à plus d'un quart du PIB mondial.

#### **4. Une nouvelle architecture financière mondiale**

Comme le démontre la crise persistante, le modèle économique dominant doit être adapté aux défis actuels. Pour cela nous avons besoin d'une nouvelle architecture financière mondiale qui fournira des institutions mondiales qui garantiront la stabilité et la gestion de risques.

Une nouvelle architecture financière mondiale devrait créer un nouveau cadre réglementaire qui garantira la sécurité du système financier; protégera les consommateurs; maintiendra la stabilité économique; et garantira l'accès à la finance pour tous, en particulier à travers l'institutionnalisation d'un système plus accessible basé sur la solidarité. Un nouveau cadre réglementaire ne peut avoir du succès qu'à condition qu'il y ait une application adéquate des réglementations.

Sur le plus long terme, l'investissement dans l'avenir est nécessaire afin de réduire l'injustice et de garantir l'équité intergénérationnelle. Pour les membres de notre famille politique, cela veut dire assurer que notre vision d'un Etat providence mondial soit garantie pour les générations actuelles et à venir.

**RESOLUTION 2**  
**LA LUTTE POUR LES DROITS ET LIBERTES: RENFORCER LA**  
**DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ET GAGNER DES NOUVELLES**  
**DEMOCRATIES DANS LE MONDE**

Original: anglais

**A. Démocratie et liberté: les fondements du mouvement progressiste**

L'Internationale Socialiste s'est toujours engagée à lutter pour la démocratie dans le monde, menant une lutte basée sur les valeurs de la liberté et de l'égalité. En tant que progressistes, nous cherchons à promouvoir l'égalité des droits pour tous, quelque soit leur sexe, race, leur groupe ethnique ou leur nationalité, ou toute autre identité.

Cependant, ces droits sont gravement compromis dans de nombreuses parties du monde aujourd'hui. Plus de 1,5 milliards de personnes – près d'un quart de la population mondiale – souffrent quotidiennement de la répression sanctionnée par l'État. Dans plusieurs de ces pays, le manque de liberté est encore exacerbé par une pauvreté écrasante, due en grande partie à la concentration de la richesse nationale entre les mains d'une élite restreinte. Globalement, la division entre richesse et pauvreté est plus accentuée que jamais.

On ne peut parler de véritable démocratie que si le peuple dispose d'un libre choix entre plusieurs alternatives politiques dans le cadre d'élections justes et libres; si le gouvernement peut être changé par le recours aux moyens pacifiques basés sur le libre arbitre du peuple; si les droits des particuliers et des minorités sont garantis. Et, si le pays dispose d'un système judiciaire indépendant basé sur l'État de droit et appliqué de manière impartiale à tous ses citoyens.

Tous ces principes ont été exposés et soulignés dans notre Déclaration de Principes adoptée par le XVIIIe Congrès en 1989 et représentent les valeurs fondamentales de notre organisation. Il nous incombe en tant que progressistes, d'être à l'avant-garde des luttes pour la gouvernance démocratique.

Comme l'ont démontré les événements des deux dernières années, les gens du monde entier aspirent à une plus grande liberté et égalité et à connaître la démocratie. L'Internationale Socialiste, qui a soutenu ces mouvements depuis le début, est résolue à s'engager aux côtés des forces politiques et de la société civile qui luttent pour obtenir leurs droits légitimes.

L'Internationale Socialiste considère que le fait de légitimer la volonté du peuple constitue une priorité essentielle et déterminante pour assurer la viabilité des nouvelles démocraties. Ceux qui s'acharnent à se maintenir au pouvoir de manière illégitime doivent capituler devant l'appel à la démocratie; ceux qui organisent la transition doivent répondre aux attentes du peuple afin que les changements démocratiques soient institués sans délais inutiles; par ailleurs, le soutien et la solidarité de la communauté internationale envers ces systèmes politiques émergents doit être prioritaire.

## **B. La démocratie dans le monde d'aujourd'hui**

### **Afrique du Nord et Moyen-Orient**

En 2011 une vague de démocratie a déferlé en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, tandis que des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour réclamer leurs droits démocratiques inaliénables. Le printemps arabe a démontré la puissance de la solidarité chez les peuples du monde arabe qui ont défilé ensemble pour réclamer ce qui leur appartient de droit, malgré la menace de représailles brutales.

Depuis le début de ces mouvements, l'Internationale Socialiste s'est positionnée du côté de ceux du monde arabe qui luttent pour la réalisation de nos objectifs communs, les principes de justice sociale, les droits de la personne humaine, la liberté d'expression, la démocratie représentative, et notre engagement envers cette cause demeure inchangée.

En Tunisie, il est essentiel de soutenir les parties prenantes politiques qui sont à l'œuvre pour créer un État plus paisible et tolérant pour tous les citoyens tunisiens, et parmi elles, le Forum démocratique pour le Travail et les Libertés (FDTL). Il est notamment d'une importance capitale que la nouvelle constitution reflète et reconnaisse l'égalité des droits et l'inclusion des

personnes, quelque soit leur sexe, leur religion, et leur ethnicité, sans oublier les minorités.

Les mesures d'une importance historique prises pour établir la démocratie au Yémen n'auraient pas été possibles sans la force et la persévérance du peuple yéménite et les réunions conjointes des partis, dont le parti socialiste yéménite (YSP) est un membre de premier plan. Le dialogue national entrepris par les nouvelles autorités qui cherchent des solutions consensuelles face aux problèmes dans le pays, est indispensable pour assurer la réalisation des espoirs et des attentes du peuple pour un avenir démocratique. Les défis auxquels est confronté le Yémen, sont évidents à la lumière de la tentative récente d'assassinat du secrétaire général du YSP, et il convient d'infliger des sanctions appropriées à l'encontre de ceux qui obstruent le chemin politique.

En Egypte, les socialistes et les sociaux-démocrates ont joué un rôle dans le mouvement révolutionnaire qui a ouvert la voie à la transition démocratique. Le Bloc égyptien a rapproché les partis et les mouvements qui s'efforcent de bâtir une société égyptienne plus libérale et tolérante, ce qui représente un défi de taille dans ce pays aujourd'hui et pour lequel ils ont l'appui de l'Internationale Socialiste.

Au Maroc, les élections ont eu lieu dans le cadre de la nouvelle constitution, qui accorde plus de pouvoir aux représentants élus. L'Union socialiste des forces populaires (USFP), une force socio-démocratique expérimentée et reconnue de l'opposition, compte profiter des occasions fournies par la nouvelle constitution pour demander des comptes au gouvernement.

Bien qu'un avenir démocratique se profile à l'horizon de nombreux pays de la région, y compris en Égypte, en Tunisie, en Libye et au Yémen, cette évolution n'a pas encore atteint les peuples opprimés de certains autres États arabes.

La brutalisation du peuple syrien est un affront à l'humanité, et le régime d'Assad, responsable de la mort de dizaines de milliers de citoyens syriens a perdu toute prétention à la légitimité. La revendication de la liberté et de la démocratie en Syrie n'a rien perdu de sa vigueur, et nous continuerons, comme par le passé, à nous tenir aux côtés des citoyens de la Syrie dans leur lutte pour la liberté et la démocratie, et à appuyer les efforts de l'ONU et de la

Ligue arabe afin de trouver une solution viable permettant de mettre fin au conflit.

Nous soutenons également ceux qui ont été injustement et cruellement traités au Bahreïn lors de la répression exercée l'année dernière par le régime à l'encontre des forces pro-démocratiques. Le maintien en détention d'Ebrahim Sharif, secrétaire général de la Société Nationale d'Action démocratique de Bahreïn (Wa'ad), ainsi que d'autres prisonniers politiques, est absolument inacceptable, et ils devraient être relâchés de suite.

L'IS souligne sa conviction que les changements continus à travers le monde arabe rendent encore plus urgent le besoin du progrès sur la paix dans le Moyen-Orient, basée sur les termes de référence convenu au niveau international. Répondre aux aspirations des peuples de la région doit inclure la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit à un Etat, un élément crucial pour une paix durable, la stabilité et la prospérité dans la région.

A travers l'ensemble du monde arabe, les femmes se sont engagées à fond dans la lutte pour la liberté et la démocratie, et elles continuent à jouer un rôle prépondérant dans les transitions démocratiques. L'Internationale Socialiste les soutient ainsi que toutes les femmes qui luttent pour obtenir leur liberté et leur égalité (avec les hommes), en demandant aux leaders politiques et sociaux de la région de poursuivre leur quête d'un avenir où les femmes auront les mêmes opportunités, droits et libertés que les hommes.

## **Afrique**

Dans toute la région d'Afrique subsaharienne, les sociaux-démocrates et progressistes ont été à l'avant-garde du renforcement des principes et des institutions démocratiques. Notre mouvement se caractérise par la lutte pour la liberté et la démocratie, et nos partis membres continuent à œuvrer afin d'offrir de nouvelles opportunités aux citoyens de ce continent.

En mars 2011, Mahamadou Issoufou du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS) a été élu comme Président du Niger au terme d'un processus électoral jugé libre et juste par les observateurs internationaux.

Cette élection a marqué le retour au gouvernement civil après la crise qui a dévasté le pays suite aux tentatives de l'ancien Président Tandja de se maintenir au pouvoir de manière antidémocratique à la fin de son mandat en décembre 2009 et au coup d'État de février 2010. Les mesures positives prises par le nouveau gouvernement ont donné aux citoyens du Niger une raison de retrouver l'espoir et l'optimisme qui doivent accompagner ce retour de leur pays à la démocratie.

En novembre 2010, Alpha Condé du Rassemblement du Peuple Guinéen a été élu Président de la Guinée lors des premières élections justes et libres tenues dans ce pays, et s'est engagé immédiatement dans les tâches cruciales de la réforme des forces de défense et de sécurité et d'assainissement des finances publiques. Malgré des attaques violentes lancées contre eux, le Président Condé et son parti maintiennent leur engagement à bâtir un avenir démocratique pour la Guinée et ses citoyens. L'Internationale Socialiste encourage et soutient fortement la Guinée pour la tenue des premières élections législatives libres, transparentes et crédibles d'ici fin 2012.

Au Sénégal, le changement a récemment eu lieu à travers un processus démocratique et un nouveau Président et son gouvernement de coalition ont pris le pouvoir sans se départir du patrimoine démocratique de leur pays, hérité des gouvernements socialistes précédents. Les élections de 2012, gagné par une coalition arc-en-ciel, y compris le Parti socialiste sénégalais, ont été conduites de manière pacifique et conformément aux normes démocratiques, et ont apporté le deuxième changement de gouvernement au Sénégal, suivant celui de 2000.

Des démarches positives sont également à noter en Zambie, où le pouvoir a passé sans heurts d'entre les mains de Rupiah Banda à Michael Sata, à la suite de la victoire de ce dernier, remportée lors des élections présidentielles tenues en septembre 2011.

Malheureusement, il reste encore des forces anti-démocratiques ailleurs dans la région qui continuent à déstabiliser la démocratie, d'interdire l'exercice des libertés et de commettre de graves et déplorables infractions contre les droits de la personne.



Le coup d'Etat en Guinée-Bissau, au moment où le pays se préparait au second tour des élections présidentielles en avril 2012, constitue une subversion de l'ordre constitutionnel et une attaque lancée contre nos valeurs et principes.

La communauté internationale et les organisations régionales doivent impérativement agir de manière décisive afin de ramener l'ordre et de permettre un retour au fonctionnement normal des institutions démocratiques du pays. Notre parti membre, le PAIGC, a joué un rôle déterminant dans la vie démocratique de la nation et nous lui exprimons toute notre solidarité dans la poursuite de son combat pour la démocratie.

L'ordre démocratique doit être rétabli à la suite du coup d'Etat au Mali en mars 2012 et l'occupation du nord, menant de facto à la partition du pays. L'Internationale Socialiste tient à exprimer tout son soutien à ses partis membres au Mali, et à ceux qui travaillent pour restaurer l'ordre constitutionnel et l'intégrité territoriale de leur pays. Nous appuyons les efforts du Président intérimaire Dioncounda Traoré et de son gouvernement dans leurs efforts pour restaurer la démocratie et organiser des élections libres et démocratiques, et appelons la communauté internationale et les organisations régionales d'agir avec les autorités maliennes dans cet égard.

La Mauritanie souffre d'une grave crise constitutionnelle sous le régime actuel, où les principes démocratiques sont bafoués par la violation flagrante des lois et dispositions constitutionnelles en vigueur. Le régime refuse d'organiser les élections municipales et législatives arrivées à échéance il y a plus d'un an, plongeant la Mauritanie dans une impasse politique où l'Etat manque à répondre aux attentes de ses citoyens. De même, l'ensemble des institutions dites démocratiques sont vidées de leur substance au moyen d'une gestion solitaire du pays par le régime. L'IS dénonce cette situation anormale qui atteint gravement les droits des citoyens mauritaniens à la liberté et à la démocratie et exige que ces valeurs fondamentales soient respectées.

L'absence de liberté politique et sociale en Guinée équatoriale est un grave sujet de préoccupation pour nous. L'Internationale Socialiste exprime sa vive préoccupation quant à la manière dont les élections sont organisées et les opposants politiques sont traités. Nous continuons à exprimer notre soutien à la Convergence pour la Démocratie Sociale (CPDS), dont les membres ont été

victimes de la répression politique en Guinée équatoriale, ainsi qu'à d'autres forces pro-démocratiques qui s'opposent à ce régime répressif.

Au Cameroun, l'IS a appelé plusieurs fois à une démocratie authentique avant, pendant et suite aux élections présidentielles en octobre 2011. Malheureusement, le code électoral actuel est loin de garantir des élections libres, justes et transparentes et la Commission électorale (ELECAM) n'est pas indépendante, et les revendications principales de l'opposition ne sont pas remplies dans cet aspect. De plus, la justice qui devrait avoir le pouvoir de régler les différends, est instrumentalisée par l'exécutif.

Au Zimbabwe, l'IS soutient les efforts du Président Zuma et du SADC pour le rétablir la légitimité après l'élection présidentielle de 2008. L'IS exhorte la mise en œuvre complète de l'accord politique global entre les parties suivi d'une élection pacifique, crédible, libre et juste qui respectera la volonté du peuple.

L'Internationale Socialiste s'inquiète de la montée de l'intégrisme religieux et l'insécurité croissante, notamment dans l'Afrique subsaharienne. L'Internationale Socialiste demande un approfondissement des libertés dans la région, et notamment de la liberté religieuse, dont l'absence est souvent la cause de pogroms et de conflits sur le continent, et continuera à suivre de près l'évolution de la situation sur le continent.

## **Europe de l'Est**

Au Belarus, l'incarcération de Mikalai Statkevich, candidat présidentiel aux élections présidentielles biélorusses de 2010 se perpétue. Depuis les élections de 2010, le Belarus s'est positionné encore davantage comme un régime dictatorial et autocratique. Il incombe à la communauté internationale d'exercer une pression accrue sur le gouvernement biélorusse, afin d'obtenir la libération inconditionnelle de Mikalai Statkevich et de tous les autres prisonniers politiques au Belarus, et de mettre un terme à la répression quotidienne des politiciens et activistes de l'opposition.

En Ukraine, les mesures récentes prises par le Président et les autorités ont gravement compromis les libertés démocratiques. Il faut mettre un terme à cette descente progressive vers l'autocratie. L'Internationale Socialiste

soutient les forces pro-démocratiques en Ukraine et a demandé la libération des prisonniers politiques, y compris l'ancienne Premier Ministre Yulia Tymoshenko, avant les élections parlementaires du mois d'octobre.

Nous avons également demandé au pouvoir en place en Georgie de mettre un terme aux contraintes imposées aux activités politiques et de créer des conditions justes et compétitives à l'avance des élections présidentielles en octobre, qui prépareront le terrain pour le transfert du pouvoir lors des élections présidentielles en 2013.

Nous partageons les préoccupations et craintes de nombreux citoyens russes quant aux menaces grandissantes sanctionnées par l'État qui planent sur les principes et institutions démocratiques. L'Internationale Socialiste exprime sa solidarité avec ceux, en Russie et ailleurs, qui cherchent à promouvoir une société basée sur les principes démocratiques de la liberté et de l'égalité. Nous continuerons à aider notre parti membre russe, « Une Russie Juste », à surveiller l'évolution des événements dans le pays.

L'Internationale Socialiste soutient le renforcement des institutions et valeurs démocratiques à travers la réforme institutionnelle annoncée en Roumanie, où le nouveau gouvernement sous la direction de Victor Ponta a également initié des politiques de stimulation de croissance et pour réparer les dégâts causés par l'austérité et la crise.

En Turquie, des membres élus du parlement sont empêchés d'exercer leurs fonctions par des décisions judiciaires arbitraires. Ceci est contraire aux stipulations du pacte international relatif aux droits civils et politiques de l'ONU et de la Convention européenne des droits de l'homme, remettant en question l'indépendance du judiciaire qui est une condition fondamentale de la démocratie. La situation est une violation des droits de l'homme, et ajoutée à la détention prolongée de journalistes, étudiants et de fonctionnaires parmi d'autres en Turquie, est une source de préoccupation.

## **Asie centrale et Asie du Sud**

Nous ne pouvons qu'être inspirés par la lutte pour la démocratie menée avec tant de dignité par Aung San Suu Kyi, présidente honoraire de l'Internationale Socialiste. L'Internationale Socialiste demeure fermement résolue à soutenir le peuple de la Birmanie, Aung Sang Suu Kyi, et son parti, la Ligue Nationale pour la Démocratie (NLD) dans leur quête de liberté et de démocratie. Nous saluons les réformes démocratiques récentes en Birmanie, mais pensons qu'il reste encore des progrès à faire, et nous demandons que le processus de démocratisation se poursuive et soit étendu à tous les citoyens.

Les progrès vers la démocratie en Asie centrale ont été très limités, et l'autocratie continue à s'imposer dans l'ère post-soviétique. L'Internationale Socialiste continue de soutenir et de travailler avec le parti Social-démocrate national, son parti au Kazakhstan, qui lutte pour la démocratie, face aux obstacles et aux barrières motivés par des considérations politiques que leur créent le régime au pouvoir.

Alors que l'Asie du Sud-est croule sous le terrorisme, il est nécessaire de renforcer les mouvements démocratiques, partis politiques et gouvernements élus dans la région, réalisant que la démocratie est l'antithèse au terrorisme. De plus, il faut continuer de promouvoir et renforcer le respect des droits de l'homme qui est une priorité pour notre mouvement.

## **Amérique latine et les Caraïbes**

La destitution sommaire du Président Lugo de Paraguay en juin 2012 est une source de vive préoccupation pour notre organisation. Ce « coup parlementaire » a nié le droit à un procès et une défense équitable au président, ces déficiences minant la légitimité de tout le processus, qui est contraire à la nature même d'un système parlementaire présidentiel. Le Congrès réitère le soutien et la solidarité de l'Internationale à tous ceux au Paraguay qui cherchent à garantir le respect de la démocratie dans ce pays.

Les forces politiques en Haïti doivent travailler pour renforcer un climat de stabilité politique dans le pays en organisant des élections crédibles conformément aux dates prévues par la constitution. L'IS réaffirme son

soutien au parti Fusion (PFSDH) et aux organisations progressistes travaillant en faveur de la démocratie et des droits de l'homme pour tous les Haïtiens qui ont également notre solidarité entière suivant l'impact dévastateur de l'ouragan Isaac. A cet égard, l'IS appelle la communauté internationale pour répondre au besoin urgent d'aide en Haïti.

En ce qui concerne les élections présidentielles au Venezuela cette année, l'IS appelle les autorités à garantir la transparence, l'équité, la sécurité et la protection du processus électoral, permettant une mission observatrice pour surveiller ces élections pendant le vote et le dépouillement. L'IS va envoyer une mission observatrice pour surveiller ces élections, en accord avec notre solidarité et soutien pour les partis membres de l'IS et toutes les forces démocratiques au Venezuela.

### **C. L'Internationale Socialiste et la démocratie**

Notre engagement de longue date envers les valeurs de la démocratie et des droits de la personne dans le monde entier a caractérisé le mouvement social-démocratique mondial, qui est fier de compter parmi ses membres des partis ayant amené la démocratie dans leurs pays, et continue à lutter aujourd'hui en faveur de ces valeurs dans leurs pays sur tous les continents du monde. Notre objectif doit être que chaque citoyen de la planète puisse jouir des mêmes opportunités de vivre dans des conditions démocratiques, d'exercer ses libertés fondamentales, en mettant fin à l'oppression et à l'autocratie, à la corruption et à l'exercice illégitime du pouvoir.

### **RESOLUTION 3**

## **POUR UN CHEMIN COMMUN VERS LA PAIX, LA DURABILITE ET LA CO-OPERATION: LE BESOIN DE GARANTIR LE MULTILATERALISME**

Original: anglais

Les sociétés et nations à travers le monde sont plus liées et interconnectées que jamais. Les plus grands défis auxquels nous faisons face sont mondiaux, avec un impact qui est ressenti du pays le plus au moins développé. Pour affronter et surmonter ces défis, nous avons besoin de solutions qui prennent en compte les besoins de tous.

Pour amener de telles solutions, l'Internationale Socialiste a constamment souligné la nécessité des efforts multilatéraux pour construire une société mondiale durable, prospère, juste et pacifique. Seul à travers la coopération entre les peuples les questions urgentes auxquelles nos sociétés doivent faire face pourront être résolues: les difficultés provoquées par la crise économique mondiale, et l'injustice économique sur long terme, la dévastation, et la destruction résultant des conflits persistants, le manque de sécurité alimentaire pour des millions de gens, et la menace du changement climatique catastrophique.

Les institutions internationales sont une partie vitale du système politique mondial multilatéral et sur plusieurs niveaux et doit avoir les instruments nécessaires pour pouvoir garantir un avenir viable pour les citoyens du monde. Il y a un besoin de renforcer la légitimité démocratique et la confiance dans ces institutions en les rendant plus représentatives, plus transparentes et responsables.

Un engagement pour le multilatéralisme est une condition préalable afin de pouvoir faire face de manière efficace aux défis à la stabilité et développement durable.

#### **A. La paix et la résolution des conflits**

L'Internationale Socialiste a toujours été aux premiers rangs des efforts pour atteindre la paix et la stabilité. Nous réaffirmons notre croyance qu'une

approche multilatérale est le seul moyen pour atteindre ces objectifs. Des conflits continus empêchent le développement et le progrès mondial. Il y a de nombreux conflits locaux et régionaux qui aujourd'hui ont des répercussions régionales et mondiales. Nous devons chercher à résoudre ces conflits à travers des efforts nationaux et régionaux et avec des interventions et soutien multilatéraux lorsque de tels efforts échouent. Un échec de promouvoir une telle stratégie résultera inévitablement dans une dégradation économique, sociale et environnementale sévère et la prolongation de conflits qui sont extrêmement nuisibles aux perspectives pour le progrès et le bien-être des citoyens dans des pays et régions croulant sous les conflits.

Le dialogue et les négociations doivent être promues de manière active partout où la paix et la stabilité sont sous risque; basé sur le fait que les droits de l'homme ne se limitent pas aux frontières politiques. Un engagement pour la Déclaration universelle des droits de l'homme, y compris les droits civils et universels n'est pas négociable. De plus, toute politique d'intervention nucléaire doit se baser sur un mandat de l'ONU et les principes du droit international.

Durant cette jonction critique pour la stabilité régionale et mondiale il est impératif que le rôle de Nations Unies soit renforcé. Ainsi, le CSNU nécessite une réforme de ses membres et il faudrait considérer de nommer plus de membres permanents au Conseil afin de le rendre plus représentatif. Des cas comme l'Inde, le Brésil, le Japon et des représentants de l'Afrique et de la Ligue arabe ont été soutenus. Tous ces cas doivent être examinés en profondeur et il devrait y avoir plus de mesures prises pour améliorer la mise en œuvre des résolutions du Conseil.

Dans de nombreuses situations de conflits actuels, il est évident que le multilatéralisme est le seul chemin par lequel une solution durable pourra être trouvée.

En ce qui concerne la Syrie, l'IS suit avec grande inquiétude les massacres qui ont lieu quotidiennement alors que le régime Assad refuse d'accepter que le changement est inévitable. Nous sommes fermement du côté du peuple syrien dans leur lutte pour la démocratie et les droits de l'homme et

condamnons encore une fois les actions brutales du régime. Nous appelons tous les côtés de mettre fin aux hostilités et d'engager des négociations sans aucune condition préalable. Nous ne sommes pas favorables à une intervention militaire étrangère, qui peut provoquer de nouvelles souffrances humaines et l'instabilité dans la région. Nous soutenons fortement un processus de transition vers la démocratie dirigé par la Syrie.

Afin de garantir un rôle décisif et efficace de la communauté internationale pour sauver des vies et pour mettre en place sans délai les revendications démocratiques des citoyens de Syrie nous faisons appel au Conseil de Sécurité des Nations unies et en particulier à la Russie et la Chine, d'agir en ligne avec le sentiment de la très grande majorité de la communauté internationale de protéger le peuple syrien.

L'Internationale Socialiste renouvelle son soutien pour une paix juste, complète et durable de la question palestinienne basée sur le droit international par, entre autres, deux Etats avec Jérusalem comme capitale des deux Etats, vivant en paix et sécurité, dans les frontières de 1967 - et qui coexistent avec le plein respect de tous les droits de leurs citoyens. La fin de l'occupation et la paix sont la meilleure garantie pour la sécurité d'Israël, et pour la liberté, souveraineté, le développement et la démocratie en Palestine.

Ainsi, nous réitérons notre engagement ferme pour la reconnaissance de l'Etat de Palestine par la communauté internationale dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et son admission aux Nations unies, en accord avec le droit de son peuple à l'autodétermination, la liberté, la justice et la dignité. Nous nous engageons, en tant que partis membres, de travailler activement pour garantir une telle reconnaissance et le soutien pour l'admission de la Palestine à L'ONU par nos pays respectifs.

L'Internationale Socialiste exhorte toutes les parties de redoubler leurs efforts pour promouvoir le dialogue et la reprise de négociations directes, notamment en mettant une fin complète aux politiques de colonisation qui constituent une violation flagrante du droit international, un obstacle sérieux à la paix et qui constitue une discrimination et ségrégation. Ces politiques israéliennes incluent notamment les activités de colonisation, la confiscation de terres et la démolition de logements, y compris en Jérusalem-Est, et le



blocage de Gaza. Les produits des colonisations, qui utilisent les terres et ressources palestiniennes, doivent être boycottés. L'IS insiste que les confrontations violentes doivent être évitées et que les vies civiles soient sauvées et protégées.

La question kurde, comme celle d'Israël et de la Palestine, est une question qui nécessite une réponse multilatérale. Les parties représentant l'Iraq, l'Iran, la Turquie, la Syrie et le peuple kurde, avec l'aide de l'ONU et d'autres institutions supranationales, doivent travailler au sein d'un cadre multilatéral. Le Congrès de l'Internationale Socialiste a décidé de rétablir le Groupe de travail spécial sur la question kurde avec pour objectif de faire avancer et protéger les droits, la sécurité et d'améliorer les conditions de vie du peuple kurde en accord avec le droit international.

L'Internationale Socialiste est particulièrement inquiète par les conflits en Afrique. Afin d'aborder ces conflits il doit y avoir un renforcement des institutions régionales telles que l'Union Africaine (UA). Ses membres ont la capacité de faire de l'union un instrument plus efficace pour maintenir la stabilité régionale. L'UA doit élargir son champ d'action pour encourager une meilleure coopération économique, sociale et environnementale entre les Etats africains.

Lorsque les menaces à la démocratie se manifestent, comme cela a été le cas récemment en Afrique de l'ouest, une réponse unifiée et cohérente est un pas crucial pour le respect de l'Etat de droit et l'intégrité des institutions démocratiques. Au Mali, par exemple, la coopération multilatérale est cruciale pour garantir l'unité nationale, l'intégrité du territoire et des questions géostratégiques ainsi que la guerre sans relâche contre le terrorisme, le crime organisé transnational et le trafic de drogue.

De même, la communauté africaine et internationale doit œuvrer pour parvenir à la paix et la stabilité en relation avec les conflits existants en Afrique de l'Est particulièrement en Somalie et Sud Soudan.

Rappelant les résolutions et déclarations de l'Internationale Socialiste sur le Sahara occidental et en particulier celle adoptée lors du Conseil d'Athènes, rappelant les résolutions des Nations unies et de l'Union Africaine sur le Sahara occidental, le considérant comme un cas de décolonisation, et

préoccupé par les violations répétées des droits de l'homme, l'Internationale Socialiste réitère son plein soutien au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et exige la mise en œuvre urgente de toutes les résolutions de l'ONU et de l'Union Africaine garantissant ce droit. Elle exhorte la reprise urgente des négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario sous les auspices de l'ONU. L'IS soutient les efforts du Secrétaire général de l'ONU pour atteindre une solution juste, pacifique et durable à ce long conflit. Nous exprimons notre inquiétude concernant la dégradation de la situation des droits de l'homme et exigeons de plus l'ouverture du territoire aux observateurs indépendants, les ONG et les médias. L'Internationale Socialiste convient d'envoyer une mission dans l'esprit de la proposition du Comité méditerranée de l'IS.

En ce qui concerne la question de Chypre, l'Internationale Socialiste continue de trouver inacceptable le statu quo sur l'île et exprime sa grande déception sur l'échec jusqu'à ce jour des pourparlers dirigés par l'ONU pour atteindre un accord durable. L'IS exhorte les parties d'intensifier leurs efforts pour atteindre une solution juste et l'unification de l'île basée sur toutes les résolutions pertinentes de l'ONU. La résolution de la question chypriote aura un impact positif important sur la paix et la stabilité régionale ainsi que sur les développements économiques.

L'Internationale Socialiste fait appel aux gouvernements du Royaume-Uni de Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord et de la République d'Argentine de trouver une solution juste, pacifique et durable au conflit de souveraineté sur les îles Falkland/Malvinas, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud et des eaux territoriales adjacentes, en accord avec la résolution des Nations unies et du Comité spécial pour la décolonisation.

## **B. Atteindre la durabilité**

Le multilatéralisme est crucial pour atteindre un avenir durable pour la planète, et est d'une importance particulière concernant le changement climatique. Notre mouvement a reconnu depuis longtemps le besoin de lutter contre le changement climatique de manière multilatérale, et notre Commission pour une Société Mondiale Durable est un forum d'échanges de haut niveau au sein de notre organisation dans la longue tradition des efforts

de l'Internationale Socialiste pour promouvoir et assurer l'égalité, les opportunités économiques, la justice sociale et le développement durable. Nos idées et initiatives continuent d'influencer les discussions et conclusions lors des discussions internationales sur la durabilité et le changement climatique, un processus facilité par la présence régulière de ceux qui ont participé aux réunions de l'IS dans ces forums.

La menace du changement climatique pour la société mondiale est plus apparente que jamais. Bien qu'il ait des conséquences pour toute la société mondiale, l'impact du changement climatique est disproportionnel et ceux polluant le moins souffrant souvent le plus. Nulle part cela n'est plus vrai qu'en Afrique, où se trouvent de nombreux pays les plus vulnérables au changement climatique. D'ailleurs, notre mouvement dénonce depuis longtemps le fait que ceux qui sont le moins responsable des émissions historiques sont le plus touché par le changement climatique. Il y a un besoin de plus de solidarité entre le monde développé et en développement, et les engagements pour réduire les émissions de carbone au niveau mondial et une catastrophe éventuelle évitée.

Nous reconnaissons que pour certains, la foi dans le multilatéralisme a été endommagée par l'incapacité des gouvernements de trouver des accords contraignants qui soient suffisamment ambitieux pour stopper et inverser la tendance vers un changement climatique catastrophique. Notre mouvement doit trouver des moyens pour restaurer la confiance qu'une solution peut être trouvée à travers les processus de l'ONU qui nécessitera que toutes les nations, dans le monde développé et en développement, fassent des sacrifices pour l'avenir des générations futures qui habiteront notre planète. Les efforts mondiaux des réductions des émissions de gaz à effet de serre doivent toutefois travailler en tandem avec un agenda d'adaptation en faveur des pauvres. La réalité est que la durabilité sur long terme veut dire que chaque nation, gouvernement et citoyen doit assumer sa responsabilité et ne peut être atteint que par la coopération.

### **Le futur de l'énergie nucléaire**

La coopération et la collaboration dans la recherche des solutions énergétiques ont été endossées par notre Commission pour une Société

Mondiale Durable qui a constamment fait appel à l'utilisation des énergies renouvelables, soulignant que l'énergie nucléaire ne représente pas une solution à moyen ou long terme. A la lumière de la fusion des réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima en mars 2011, un examen attentif doit être prêté à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Les dangers présentés par la production d'énergie nucléaire devraient être un cataclysme pour le développement d'énergie propre pour progressivement remplacer l'énergie nucléaire dans le bouquet énergétique.

L'Internationale Socialiste continuera de d'accompagner ses camarades japonais dans le processus de reconstruction qui est en cours, et soutient la proposition du Parti social-démocrate pour que la production d'énergie nucléaire au Japon soit progressivement abandonné d'ici 2020 et que 100% de la production énergétique provienne de sources propres et renouvelables d'ici 2050.

### **C. La coopération parmi les peuples et entre les nations**

Au cœur du concept du multilatéralisme se trouve l'idée de la coopération entre les peuples et entre les nations. Au sein de l'Internationale Socialiste se trouvent des représentants de toutes les régions du monde, unis dans leur poursuite d'un avenir plus juste et plus prospère pour tous, et où chaque citoyen pourra jouir pleinement de ses droits et opportunités. En tant que sociaux-démocrates nous reconnaissons la valeur des solutions trouvées par la coopération et l'accord mutuel à des problèmes partagés.

Le multilatéralisme comprend également la coopération au sein des cadres des institutions régionales et internationales, pour permettre un système efficace de gouvernance mondiale. Non seulement plus de coopération débouchera sur des résultats plus durables dans les domaines de conflits et de disputes, mais cela peut également fournir un bénéfice mutuel en atteignant des objectifs communs de manière plus efficace, par exemple dans le domaine du désarmement, où des mouvements multilatéraux pour réduire les armes de destruction massive, en particulier par le désarmement nucléaire, peut ouvrir des opportunités pour coopérer de manière plus substantielle sur les question sociales et économiques et pour réduire les

dépenses militaires permettant aux fonds publics d'être utilisés pour des objectifs plus positifs.

De nombreux grands succès de notre organisation ont été atteints grâce la position unique de l'Internationale Socialiste, une organisation qui est capable de promouvoir le dialogue et l'entente et qui a démontré qu'elle à une grande expérience de trouver un consensus dans les conflits les plus difficiles. Cette caractéristique de l'IS est une caractéristique que nous cherchons à renforcer, non seulement dans le cadre de notre organisation, mais dans tous les aspects de la vie politique.

## Elus par le XXIV Congrès de l'Internationale Socialiste , le Cap

### **PRESIDENT**

George A. Papandreou (Grèce)

### **SECRETAIRE GENERAL**

Luis Ayala (Chili)

### **VICE-PRESIDENTS**

Sükhbaatar Batbold (Mongolie)

Victor Benoit (Haïti)

Nouzha Chekrouni (Maroc)

Ahmed O. Daddah (Mauritanie)

Elio Di Rupo (Belgique)

Ousmane Tanor Dieng (Sénégal)

Marcelo Ebrard Casaubón

(Mexique, PRD)

Mizuho Fukushima (Japon)

Alfred Gusenbauer (Autriche)

Eero Heinäluoma (Finlande)

Pendukeni Iivula-Ithana

(Namibie)

Carin Jämtin (Suède)

Bernal Jiménez (Costa Rica)

Chantal Kambiwa (Cameroun)

Kemal Kiliçdaroğlu (Turquie)

Marian Lupu (Moldova)

Mario Nalpatian (Arménie)

Julião Mateus Paulo (Angola)

Attila Mesterhazy (Hongrie)

Beatriz Paredes (Mexique, PRI)

Helga Pedersen (Norvège)

Alfredo Pérez Rubalcaba (Espagne)

Victor Ponta (Roumanie)

Henry Ramos (Venezuela)

Ségolène Royal (France)

António José Seguro (Portugal)

Portia Simpson Miller (Jamaïque)

Jalal Talabani (Iraq)

Sandra Torres (Guatemala)

Miguel Vargas (République  
dominicaine)

Carlos Vieira da Cunha (Brésil)

Asif Ali Zardari (Pakistan)

Jacob Zuma (Afrique du Sud)

## Décisions du Congrès concernant l'adhésion à l'Internationale Socialiste

### CHANGEMENT DE STATUT

#### ***Promotion au statut de membre de plein droit:***

MOLDOVA: Parti Démocratique

PALESTINE: Fatah

YÉMEN: Parti Socialiste du Yémen

RUSSIE: Parti Une Russie Juste

TUNISIA: Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés

#### ***Promotion au statut de membre consultatif:***

TURQUIE: Parti pour la Paix et la Démocratie

PALESTINE: Initiative Nationale Palestinienne

### NOUVEAUX MEMBRES

#### ***Membres Consultatifs:***

GAMBIE: Parti Démocratique Unifié

KAZAKHSTAN: Parti Social Démocrate National

EGYPTE: Parti Social-Démocratique d'Egypte

#### ***Membres Observateurs:***

KENYA: Parti travailliste du Kenya

BELARUS: Parti travailliste du Belarus

### AUTRES DECISIONS:

BOSNIE & HERZÉGOVINE: Le Congrès a décidé de mettre fin à l'adhésion du SNSD

## LISTE DES PARTICIPANTS

### INTERNATIONALE SOCIALISTE

George Papandreou (Président)  
Luis Ayala (Secrétaire général)

### MEMBRES DE PLEIN DROIT

#### AFRIQUE DU SUD

#### **Congrès National Africain, ANC**

S. E. Président Jacob Zuma  
Kgalema Motlanthe  
Baleka Mbete  
Gwede Mantashe  
Ebrahim Ebrahim  
Yasmine Duarte  
Nkosazana Dlamini-Zuma  
Fikile Mbalula

Maite Nkoana-Mashabane  
Billy Masetlha  
Trevor Manuel  
Enoch Godongwana  
Lindiwe Zulu  
Sisisi Tolashe  
Febe Potgieter-Gqubule  
Yatima Nahara  
Rapu Molekane  
Kopeng Obed Bapela  
Dumisani Job Sithole  
Amos Mosondo  
Vasu Goudin  
Aziz Pahad  
Senzi Ngubane  
Joan Brickhill  
Kaya Somqgeza  
Edward Maloka

#### ALBANIE

#### **Parti Socialiste d'Albanie, SPA**

Edi Rama  
Taulant Balla  
Endri Fuga

#### ALGERIE

#### **Front des Forces Socialistes, FFS**

Karim Baloul

#### ALLEMAGNE

#### **Parti Social-Démocrate d'Allemagne, SPD**

Elke Ferner  
Evelyne Gebhardt  
Christoph Zöpel  
Achim Post  
Konstantin Woinoff

#### ANGOLA

#### **MPLA**

Manuel Pedro Chaves

#### ARGENTINE

#### **Parti Socialiste, PS**

Hermes Juan Binner  
Juan Carlos Zabalza  
Alfredo Lazzeretti  
Viviana Foresi  
Clori Yelicic

#### ARGENTINE

#### **Union Civique Radicale, UCR**

Ricardo Luis Alfonsín  
Marcelo Stubrin  
Guillermo Hoertz



ARMENIE

**ARF Parti Socialiste Arménien**

Mario Nalpatian

AUSTRALIE

**Parti travailliste Australien, ALP**

Nick Martin

AUTRICHE

**Parti Social-Démocrate d'Autriche, SPÖ**

Alfred Gusenbauer

Karl Duffek

Barbara Prammer

Gabriele Heinisch-Hosek

Kati Hellwanger

Maria Jonas

BELGIQUE

**Parti Socialiste, PS**

Premier ministre Elio Di Rupo

Gilles Mahieu

Chiraz El Fassi

Jean-Paul Buffat

BELGIQUE

**Parti Socialiste, SPA**

Thomas Maes

BENIN

**Parti Social-Démocrate, PSD**

Emmanuel Golou

Gabriel Tchocodo

Mahouna Victorine Agbemahoue

Christophe Tozo

BOSNIE ET HERZEGOVINE

**Parti Social-Démocrate de Bosnie-Herzégovine, SDP BiH**

Sasa Magazinovic

Nermina Zaimovic Uzunovic

BRESIL

**Parti Démocratique travailliste, PDT**

Carlos Roberto Lupi

Carlos Eduardo Vieira da Cunha

Manoel Dias

André Figueiredo

Miguelina Paiva Vecchio

Maria José Latgé

Júlio Brizzi

Dejanira Chagas Bernardo

Angela Maria Rocha

Luciane Bolzan Vieira da Cunha

BULGARIE

**Parti Socialiste Bulgare, BSP**

Kristian Vigenin

Deniza Slateva

Nevena Aleksieva

BULGARIE

**Sociaux-Démocrates Bulgares, PBSB**

Georgy Anastasov

Svetlina Yolcheva

CAMEROUN

**Front Social-Démocratique, SDF**

John Fru Ndi  
Joshua Osih  
Milton Taka  
Paul Nkamankeng  
Jessy Itambi  
Chantal Kambiwa  
Ben Fru Ndi  
James Mbinkar

CANADA

**Nouveau Parti Démocratique, NDP/  
NPD**

Rebecca Blaikie

CHILI

**Parti Radical Social-Démocrate, PRSD**

Ricardo Navarrete

CHILI

**Parti Socialiste, PS**

Alvaro Elizalde

CHYPRE

**Mouvement des Sociaux-Démocrates,  
EDEK**

Nicos Hadjistephanou  
Roulla Mavronikola

COLOMBIE

**Parti Libéral Colombien, PLC**

Alfonso Gómez Méndez  
Ivonne González Rodríguez  
Maryluz López Herrera  
Jairo Carrillo Sánchez

COSTA RICA

**Parti Libération Nationale, PLN**

Bernal Jiménez  
Kyra de la Rosa Alvarado  
Omar Rojas Donato

CROATIE

**Parti Social-Démocrate, SDP**

Karolina Leakovic

DANEMARK

**Parti Social-Démocrate**

Lars Midtiby  
Morten Damm Krogh  
Kirsten Johannsen

ESPAGNE

**Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE**

Purificación Causapié  
Juan Moscoso del Prado  
José Antonio Espejo  
Daniel Yates  
Juan José López

ESTONIE

**Parti Social-Démocrate d'Estonie, SDE**

Juri Morozov

ETATS-UNIS

**Socialistes Démocratiques d'Amérique,  
DSA**

Maria Svart  
Skip Roberts  
Gerry Hudson  
Mark Levinson

FINLANDE

**Parti Social-Démocrate Finlandais, SDP**

Eero Heinäluoma  
Tero Shemeikka  
Merja Vuohelainen  
Kimmo Kiljunen  
Lari Kangas

FRANCE

**Parti Socialiste, PS**

Ségolène Royal  
Jean-Christophe Cambadélis  
Henri Weber  
Marilyn Simoné  
Karim Pakzad  
Pierre Kanuty  
Laurent Grave Raulin  
Antoine Michon

FEDERATION RUSSE

**Parti Une Russie Juste**

Sergey Mironov  
Alexander Romanovich  
Nayaliya Velikaya  
Alexander Studenikin  
Azat Shakirov

GHANA

**Congrès Démocratique National, NDC**

Kofi Awoonor  
Kofi Attor

GRANDE BRETAGNE

**Parti travailliste**

Jo Billingham  
Nabila Sattar  
Giampi Alhadeff  
Denis MacShane

GRECE

**Mouvement Socialiste Panhellénique,  
PASOK**

Yannis Maniatis  
Panos Beglitis  
Paulina Lampsa  
Antigoni Karali-Dimitriadi  
Philippos Savvides  
Konstantinos Foutzopoulos  
Eleni Christidou  
Katerina Lambrinou

GUINEE

**Rassemblement du Peuple de Guinée,  
RPG**

Gaoussou Touré

GUINEE EQUATORIALE

**Convergence pour la Démocratie  
Sociale, CPDS**

Wenceslao Mansongo Alo

HAITI

**Parti Fusion des Sociaux-Démocrates  
Haïtiens**

Victor Benoit  
Jessie Ewald Benoit

HONGRIE

**Parti Socialiste Hongrois, MSzP**

Attila Mesterhazy  
Alexandra Dobolyi  
Laszló Szakacs  
Janos Veres  
Tibor Szanyi

IRAQ

**Union Patriotique du Kurdistan, PUK**

Hikmet Mohammad Kareem

Mirza Abdulrazaq

Rizgar Ali Hamajan

Barzingi Narmin

Rasool Shalaw

Suleiman Amin

IRLANDE

**Le Parti Travailleiste**

Mags Murphy

ISRAEL

**Parti Meretz**

Avshalom Vilan

Esther Levanon-Mordoch

ITALIE

**Parti Socialiste Italien, PSI**

Riccardo Nencini

Pia Locatelli

Francesca Tresanini

JAPON

**Parti Social-Démocrate, SDP**

Ayako Tanise

LIBAN

**Parti Socialiste Progressiste, PSP**

Zaher Raad

LITUANIE

**Parti Social-Démocrate Lituanien,**

**LSDP**

Justas Pankauskas

MALAISIE

**Parti d'Action Démocratique, DAP**

Chin-Tong Liew

MALI

**Parti Africain pour la Solidarité et la Justice, ADEMA-PASJ**

Ibrahima N'Diaye

Moustapha Dicko

MALI

**Rassemblement pour le Mali, RPM**

Ibrahim Boubacar Keita

Mahamadou Sabané

Abdramane Sylla

Tahirou Diallo

Amadou Soulale

Filipe Cuna

MAROC

**Union Socialiste des Forces Populaires, USFP**

Nouzha Chekrouni

Khadija Qariani

Fathallah Oualalou

Mohammed Ameer

El Hassane Bouqentar

Mohammed Benabdelkader

Abderrahmane Lamrani

Rizlaine Benachir

Khaoula Lachguar

El Moussaoui El Ajlaoui

Khalid Chegraoui

MAURICE

**Parti Travailleiste de Maurice**

Premier ministre Navin Ramgoolam  
Patrick Gervais Assirvaden  
Elwyn Chutel

MAURICE

**Mouvement Militant Mauricien, MMM**

Vijay Makhan

MAURITANIE

**Rassemblement des Forces  
Démocratiques, RFD**

Ahmed Ould Daddah  
Nana Mint Cheikhna

MEXIQUE

**Parti de la Révolution Démocratique,  
PRD**

Julio César Tinoco Oros  
Saúl Escobar Toledo  
Irán Moreno Santos

MEXIQUE

**Parti Révolutionnaire Institutionnel,  
PRI**

Beatriz Paredes  
Gustavo Carvajal  
Luis Antonio Ramírez  
Linda Marina Munive  
César Carvajal  
Olivia Calzada

REPUBLIQUE DE MOLDOVA

**Parti Démocratique, PDM**

Marian Lupu  
Dumitru Diacov  
Oleg Tulea  
Cupcenco Veaceslav

MONGOLIE

**Parti du Peuple Mongol, MPP**

Sukhbaataryn Batbold  
Tsogtbaatar Damdin  
Battsetseg Batmunkh  
Tsogzolmaa Tsedenbal  
Gankhuu Tseekhuu  
Enkhbayar Sosorbaram  
Enkhjargal Danzanbaljir

MONTENEGRO

**Parti Social-Démocrate de Monténégro,  
SDP**

Ranko Krivokapic  
Ivan Nujovic

MONTENEGRO

**Parti des Socialistes Démocratiques du  
Monténégro, DPS**

Zeljko Sturanovic  
Branko Cavor  
Ivana Petricevic  
Tamara Pesic

MOZAMBIQUE

**Parti Frelimo Filipe**

Chimoio Paunde  
Xarzada Selemane Hassane Orá  
Dalepa Stanley Luis Dalepa  
Cesar Francisco de Gouveia Júnior

NAMIBIE

**SWAPO**

Pendukeni Iivula-Ithana  
Henny H. Seibeb

NEPAL

**Parti du Congrès Népalais**

Sher Bahadur Deuba

Arzu Rana Deuba

NICARAGUA

**Front Sandiniste de Libération  
Nationale, FSLN**

Francisco Rosales

Margarita Zapata

Ruth María Castro Rivera

NIGER

**Parti Nigérien pour la Démocratie et le  
Socialisme, PNDS**

Kalla Ankourao

Assouman Malam Issa

Ousséini Hadizatou

Béty Aichatou

Fatimata Ly Diarra

Aminata Tiémoko

NORVEGE

**Parti Travailleiste Norvégien, DNA**

Signe Brudeset

Mari Aaby West

Lise Christoffersen

PAKISTAN

**Parti du Peuple du Pakistan, PPP**

Mian Raza Rabbani

PALESTINE

**Fatah**

Nabeel Shaath

Abdullah Abdullah

Ali Halimeh

Majed Bamyá

Anis Daragmeh

Amjat Shaath

PANAMA

**Parti Révolutionnaire Démocratique,  
PRD**

Martín Torrijos

PAYS-BAS

**Parti Travailleiste, PvdA**

Kirsten Meijer

Marije Laffeber

PEROU

**Parti Aprista Péruvien, PAP**

Jorge del Castillo

POLOGNE

**Alliance de la Gauche Démocratique,  
SLD**

Longin Pastusiak

PORTUGAL

**Parti Socialiste, PS**

João Ribeiro

Vitor Freitas

Carlos Pereira

Ana Passos

Paulo Afonso

PUERTO RICO

**Parti Indépendantiste Portoricain, PIP**

Rafael Francisco Vázquez

REPUBLIQUE DOMINICAINE

**Parti Révolutionnaire Dominicain, PRD**

Miguel Vargas Maldonado

Peggy Cabral de Peña Gómez

ROUMANIE

**Parti Social-Démocrate, PSD**

Premier ministre Victor Ponta

Corina Cretu

Daciana Octavia Sarbu

Geanina Puscasu

SAINT-MARIN

**Parti des Socialistes et des Démocrates,  
PSD**

Francesco Morganti

SENEGAL

**Parti Socialiste, PS**

Ousmane Tanor Dieng

Jacques Baudin

SERBIE

**Parti Démocratique, DS**

Boris Tadic

Jovan Ratkovic

SUEDE

**Parti Social-Démocrate Suédois, SAP**

Stefan Löfven

Carin Jämtin

Urban Ahlin

Mona Sahlin

Ann Linde

Kent Härstedt

Evin Incir

Lena Sommestad

Mikael Leli

SUISSE

**Parti Socialiste Suisse**

Cédric Wermuth

Barbara Berger

Thierry Luescher-Mamashela

TUNISIE

**Forum Démocratique pour le Travail et  
les Libertés, FDTL**

Mustapha Ben Jâafar

TURQUIE

**Parti Républicain du Peuple, CHP**

Kemal Kiliçdaroglu

Osman Faruk Logoglu

Umut Oran

Osman Taney Korutürk

Ayşe Gülsün Bilgehan

Z. Zulal Atalay

Gürman Timurhan

Hilal Dokuzcan

Nurlun Erkan

Gökçe Piscin

URUGUAY

**Nouvel Espace, NE**

Rafael Michelini

URUGUAY

**Parti Socialiste d'Uruguay, PSU**

Manuel Laguarda

Cristina Villagrán

VENEZUELA

**Action Démocratique, AD**

Maurice Poler

Luis Aquiles Moreno

Oscar Ronderos

Rafael Martínez Nestares

VENEZUELA

**Mouvement vers le Socialisme, MAS**

Felipe Mujica

Leopoldo Puchi

Jorge Mirabal

Alfredo Chaparro

Carla Gazzani

YEMEN

**Parti Socialiste du Yémen, YSP**

Mohamed Ghaleb Ahmed Alsaqladi

ZIMBABWE

**Mouvement pour le Changement  
Démocratique, MDC**

Premier ministre Morgan Tsvangirai

Tendai Biti

Toendepi Shonhe

Jameson Timba

Partis membres consultatifs

**PARTIS MEMBRES CONSULTATIFS**

CHYPRE

**Parti Républicain Turc, CTP**

Özkan Yorgancioglu

Özdil Nami

Erkut Sahali

EGYPTE

**Parti Social-Démocrate d'Égypte, ESDP**

Mohamed Abul Ghar

Hussein Gohar

GABON

**Parti Gabonais du Progrès, PGP**

Auguste N'Guembhyt

GUINEE-BISSAU

**Parti Africain de l'Indépendance de  
Guinée et du Cap-Vert, PAIGC**

Raimundo Pereira

IRAN

**Parti Démocratique du Kurdistan  
d'Iran, PDKI**

Loghman Ahmedi

Ali Abdelzadeh

KAZAKHSTAN

**Parti Social-Démocrate National, OSDP**

Zharmakhan Tuyakbay

Marina Sabitova

Nurlan Seiyaparov

Arina Andryushina



PALESTINE

**Initiative Nationale Palestinienne, PNI**

Mustafa Bargouthi

Bahia Amra

PHILIPPINES

**Akbayan, Parti de l'Action des Citoyens**

Ronald Llamas

TURQUIE

**Parti pour la Paix et la Démocratie, BDP**

Gültan Kisanak

Nazmi Gür

Eyyüp Doru

Essa Moosa

Matthew Esau

UKRAINE

**Parti Social-Démocrate d'Ukraine,**

**SDPU**

Yury Buzdugan

Olena Skomoroshchenko

Partis membres observateurs

**PARTIS MEMBRES OBSERVATEURS**

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**Mouvement de Libération du  
Peuple Centrafricain, MLPC**

Martin Ziguélé

Marcel Loudegue

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU  
CONGO

**Union Pour la Démocratie et le Progrès  
Social, UDPS**

Mboyo di Tamba Vangu

Joachim Mukuasa

Malumba Kapinga Divine

Mulenge ji Muana Cilengi

Kadika Ndji Kanku Joseph

KENYA

**Parti Travailleiste du Kenya, LPK**

Julia Ojiambo

Solomon Kimuyu

Alice Were

SAHARA OCCIDENTAL

**Front Polisario**

Bachir Sayed

Mohamed Sidati

Mojtar Brahim

Abd Mohamed Mohamed Yahia

Suelma Hay Enhamed Saleh

Mahfud Ali Salem Mohamed

Bouzeid Omar

SAINT-LUCIE

**Parti Travailleiste de Sainte-Lucie, SLP**

Premier ministre Kenny D. Anthony

Calixte George

## **ORGANISATIONS FRATERNELLES**

### **Internationale Socialiste des Femmes, ISF**

Ouafa Hajji

Marlène Haas

### **Mouvement International des Faucons / Internationale Socialiste d'Education, IFM/SEI**

Kaisa Penny

### **Union Internationale de la Jeunesse Socialiste, IUSY**

Viviana Piñeiro

Beatriz Talegón

## **ORGANISATIONS ASSOCIEES**

### **Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen (S&D)**

Hannes Swoboda

Antony Beumer

Sophie-Marie Wollner

### **Ligue Internationale des Socialistes Religieux, ILRS**

Cecilia Dalman Eek

### **Parti des Socialistes Européens, PSE**

Sergei Stanishev

Philip Cordery

Yonnec Polet

Zita Gurmai

Lesia Radelicki

### **Secrétariat de l'IS**

Latifa Perry

Sophie Weidenbach

Takeshi Stokoe

Fred Smith

Gabriela Shepherd

Claudio Herrera

Carolina Zenteno

Heloise Crowther

Chris Jackson

## INVITES

### ALGERIE

#### **Front de Libération Nationale, FLN**

Si Afif Abdelhamid

Debeche Smail

### BOTSWANA

#### **Parti Démocratique du Botswana, BDP**

Daniel Kwelagobe

Machana Shamukuni

### BURUNDI

#### **Conseil national pour la défense de la démocratie, CNDD**

William Munyembabazi

### CAMBODGE

#### **Parti du Peuple Cambodgien, PPC**

Suos Yara

Kheav Sambat

### CHINE

#### **Parti Communiste de Chine, CPC**

Liu Jieyi

Ma Hui

Di Huishen

Wang Yingchun

Ren Dazhi

Sun Zhaoyue

Zhu Shuifei

Chen Cong

### GEORGIE

#### **Sociaux-Démocrates pour le Développement, SDD**

Gia Jorjoliani

Bakar Berekashvili

Beka Natsvlshvili

### INDE

#### **Congrès National Indien**

Satyavrat Chaturvedi

### IRAN

#### **Parti Démocratique du Kurdistan, KDP- Iran**

Khalid Azizi

Mustafa Shalmashi

Golaleh Sharafkandi

Mouloud Swara

### IRAQ

#### **Parti Démocratique du Kurdistan (Iraq)**

Delavar Ajgeiy

### IRAN

#### **Parti Komala**

Abdullah Mohtadi

Faruk Barbamiri

Dilan Mohtadi

### ITALIE

#### **Parti Démocratique, PD**

Lapo Pistelli

Giacomo Filibeck

Luca Bader

SOMALILAND

**Parti pour la Justice et le Bien-Etre,  
JWP**

Faisal Ali Farah  
Fatima K Ibrahim

TANZANIE

**Chama Cha Mapinduzi, CCM**

Wilson W. Mukama  
Edward J. Mpopogo

VENEZUELA

**‘Un Nuevo Tiempo’, UNT**

Manuel Rosales Guerrero  
Omar Barboza  
Timoteo Zambrano  
Heliodoro Quintero  
Elena Magaly Barboza  
Carlos Manuel Rosales

VENEZUELA

**‘Voluntad Popular’**

Isadora Zubillaga  
David Smolansky

ZAMBIE

**Front Patriotique, PF**

Wynter M. Kabimba  
Longa Chibesakunda  
Sikwindi Situla  
Solange Chatelard

**Fondation Jean-Jaurès**

Jean-Louis Bianco  
Gérard Fuchs  
Michel Thauvin  
François David

INVITES INDIVIDUELS

**Phil Angelides**

Président de la Commission d’Enquête  
sur la Crise Financière des Etats-Unis

**Steve Lee**

Conseiller principal en Gouvernance  
Programme des Nations Unies pour le  
développement, PNUD



INTERNATIONALE SOCIALISTE



Publié par  
l'Internationale Socialiste  
Maritime House  
Old Town, Clapham  
Londres SW4 0JW  
Royaume-Uni